



**HAL**  
open science

## L'eurocommunisme, Gramsci et les althussériens

Yohann Douet

► **To cite this version:**

Yohann Douet. L'eurocommunisme, Gramsci et les althussériens. Décalages. An Althusser Studies Journal, 2016, 2 (1). hal-03138857

**HAL Id: hal-03138857**

**<https://hal.science/hal-03138857>**

Submitted on 11 Feb 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

2016

## L'eurocommunisme, Gramsci et les althusseriens

Yohann Douet

Follow this and additional works at: <https://scholar.oxy.edu/decalages>

---

### Recommended Citation

Douet, Yohann (2016) "L'eurocommunisme, Gramsci et les althusseriens," *Décalages*: Vol. 2: Iss. 1.  
Available at: <https://scholar.oxy.edu/decalages/vol2/iss1/8>

This Dossier: Althusser-Gramsci is brought to you for free and open access by OxyScholar. It has been accepted for inclusion in *Décalages* by an authorized editor of OxyScholar. For more information, please contact [cdla@oxy.edu](mailto:cdla@oxy.edu).

YOHANN DOUET

*L'eurocommunisme, Gramsci et les althusseriens*

Dans les années 1970, les partis communistes européens adoptent une nouvelle stratégie politique, qualifiée d'« eurocommunisme ». Le tournant qui est pris consiste à affirmer qu'une « voie démocratique au socialisme » est possible, et souhaitable, en Europe occidentale. Dans cette perspective, il est envisageable de jouer le jeu institutionnel bourgeois en participant au gouvernement, et d'élaborer des alliances avec d'autres partis (programme commun en France à partir de 1972, compromis historique en Italie etc.). Et on peut s'adonner à la critique du « socialisme réellement existant » pour son manque de démocratie. Pour manifester cette reconnaissance du « pluralisme » et cette prise de distance à l'égard de l'URSS, certains partis abandonnent officiellement l'objectif de « dictature du prolétariat » : c'est le cas du PC portugais (Xe congrès, Octobre 1974), du PCF (XXIIe congrès, Janvier 1976) et du PCE (Février 1977).

Le vocabulaire gramscien (et en particulier l'hégémonie) est omniprésent lors de ce tournant. Par exemple, Santiago Carrillo (secrétaire général du PCE) soutient que Lénine avait tort de proclamer que, dans la diversité du passage au socialisme,

l'essence sera nécessairement une : la dictature du prolétariat ; [...] parce que l'essence de toutes les diverses formes politiques de transition au socialisme, telle que nous pouvons en juger aujourd'hui, est l'hégémonie des travailleurs, alors que la diversité et l'abondance des formes politiques incluent également la possibilité que la dictature du prolétariat ne soit pas nécessaire<sup>1</sup>.

C'est donc l'« hégémonie des travailleurs » qui est requise pour une transition au socialisme, et non nécessairement « la dictature du prolétariat ». Gramsci est donc mobilisé, contre Lénine en quelque sorte, et une fois que l'on a remplacé la « dictature du prolétariat » par l'hégémonie, on peut retrouver tous les éléments du tournant que nous venons d'évoquer : transition démocratique, pluralisme, critique de l'URSS etc. On comprend donc que les questions d'herméneutique gramscienne soient inextricablement liées aux questions politiques du moment.

Cette conjoncture nouvelle donne lieu à des débats intenses qui clivent le champ des « althusseriens », et se réfractent inévitablement sur la lecture qu'ils donnent de Gramsci. C'est en particulier le cas pour Buci-Glucksmann et Poulantzas, souvent caractérisés comme « eurocommunistes de gauche », et pour Anderson et Althusser lui-même, critiques à l'égard du « tournant ».

### 1. *Gramsci et l'eurocommunisme de gauche*

Les « eurocommunistes de gauche »<sup>2</sup> retiennent de l'eurocommunisme

<sup>1</sup> S. Carrillo, *Eurocomunismo y Estado*, Madrid, Ed. Crítica, 1977, p. 196.

<sup>2</sup> Bob Jessop résume ainsi les caractéristiques des deux tendances de l'eurocommunisme : « les

l'importance du pluralisme et du caractère démocratique de la transition. Pour autant, ils refusent de voir la transition comme un processus linéaire, sans heurt, et restreint à la sphère institutionnelle (celle de la démocratie représentative) : la démocratie dont il est question doit être ancrée dans les luttes populaires. De même, le pluralisme dont ils parlent n'est pas qu'un pluralisme des partis (refus du parti unique), mais aussi un pluralisme des acteurs sociaux, de la société civile : la transition implique la participation d'une multiplicité de mouvements sociaux (mouvement ouvrier, féminisme, écologie etc.), d'associations, de syndicats, de conseils de salariés (importance de l'autogestion), etc. Si la stratégie socialiste doit être démocratique, elle doit dépasser le champ des institutions étatiques. Elle exige donc une nouvelle théorie de l'Etat et de la politique : voyons quelle place est faite à Gramsci dans cette dernière.

### 1.1. Buci-Glucksmann : Gramsci et l'Etat

En 1975, alors que les débats n'ont pas encore l'intensité des années suivantes, est publiée la thèse de Christine Buci-Glucksmann<sup>3</sup>, *Gramsci et l'Etat*. Les questions de stratégie politique des années 1970 n'y sont pas directement développées mais elle contribue à dresser le cadre des discussions des années suivantes.

Le fil directeur du livre est la notion gramscienne d'« Etat intégral »<sup>4</sup> : l'Etat en son sens intégral ne se réduit pas à la société politique et à la coercition, mais s'étend à la société civile et à l'hégémonie. Outre les appareils coercitifs et de gouvernement, l'Etat s'étend aux appareils hégémoniques, c'est-à-dire à différents éléments de la société civile, communément considérés comme « privés » (de l'Eglise à l'architecture, en passant par les musées et les universités, etc.). Buci-Glucksmann reformule cette notion en parlant d'« Etat élargi », expression qui ajoute l'idée d'un processus historique d'élargissement

---

eurocommunistes de droite ont tendance à considérer que la transition démocratique au socialisme sera graduelle et progressive, fondée sur une alliance de classes anti-monopolistes, sous la direction du parti d'avant-garde communiste, et laissera les appareils idéologiques d'Etat (AIE) largement inchangés, vu qu'ils sont censés être neutres [...] Les eurocommunistes de gauche ont tendance à considérer que la transition sera une longue série de ruptures et de brisures, fondée sur alliance large, nationale-populaire, comprenant des nouveaux mouvements sociaux aux côtés des forces de classes, et organisée d'une manière pluraliste. Ils cherchent à transformer fondamentalement les AIE, dans le cadre du processus de démocratisation, et cherchent à restructurer l'Etat et l'économie de telle sorte qu'il y ait à la fois une démocratie extensive à la base et un forum parlementaire unifiant » (B. Jessop, *Nicos Poulantzas. Marxist Theory and Political Strategy*, London, Macmillan, 1986, pp. 297-298 ; c'est moi qui traduit, Y. D).

<sup>3</sup> Membre du Parti communiste et influencée par l'œuvre de Louis Althusser, elle sera dans les années suivantes, comme nous allons le voir, l'une des principales théoriciennes de « l'eurocommunisme de gauche » en France.

<sup>4</sup> Gramsci écrit par exemple qu'entrent « dans la notion générale d'Etat des éléments qu'il faut rattacher à la notion de société civile (en ce sens, pourrait-on dire, qu'Etat = société politique + société civile, c'est-à-dire une hégémonie cuirassée de coercition) » (Cahier 6, § 88, in A. Gramsci, *Cahiers de prison*, Avant-propos, notices et note de R. Paris, Paris, Gallimard, 1978-1996, t. II, p. 83), ou encore : « par Etat on doit comprendre aussi, en plus de l'appareil de gouvernement, l'appareil 'privé' d'hégémonie ou société civile » (Cahier 6, § 137, *ibid.*, p. 117).

de l'Etat (lié à l'impérialisme et à la massification de la société), à l'élargissement conceptuel (ne plus considérer l'Etat comme simplement répressif) : l'appareil d'Etat s'élargirait en incorporant les appareils d'hégémonie, en s'étendant dans la société, en remplissant des fonctions (idéologiques, économiques etc.) de plus en plus nombreuses.

La notion d'Etat intégral s'oppose à une conception *instrumentaliste* de l'Etat. Ce dernier, du fait de sa complexité et de son étendue, n'est pas en situation d'extériorité par rapport aux classes mais contribue à les constituer. Et cela vaut en premier lieu pour la classe dominante qui, loin de simplement utiliser l'Etat comme son instrument pour réprimer les classes dominées, est également constituée, unifiée et organisée en et par lui.

Gramsci échapperait également à tout *fonctionnalisme*, contrairement à Althusser. Buci-Glucksmann part certes des thèses développées par Althusser en 1969 dans "Idéologie et appareils idéologiques d'Etat" (AIE), selon lesquelles l'Etat n'agit pas que par son appareil répressif mais également par des AIE multiples et souvent considérés comme "privés" : religieux, scolaire, familial, juridique, politique, syndical, d'information, culturel. Mais elle considère que la conception d'Althusser tombe dans le fonctionnalisme dans la mesure où pour lui les AIE sont unifiés parce qu'ils mettent tous en œuvre l'idéologie de la classe dominante, et remplissent donc une fonction de reproduction de sa domination. Gramsci nous permettrait de comprendre que l'hégémonie de la classe dominante sur son Etat n'est pas totale et sans reste, et peut être contestée. L'hégémonie ne se confond pas avec l'inculcation idéologique de la part de la classe dominante, mais est toujours un champ de luttes. Althusser lui-même avait certes cherché à se garder d'une telle interprétation fonctionnaliste, mais Buci-Glucksmann considère que "son analyse n'en demeure pas moins clivée entre l'affirmation du primat de la lutte des classes (dialectique historique) et ce qui nous paraît un modèle par trop 'mécaniste-fonctionnaliste' des rapports base/superstructure, les AIE ayant comme fonction d'assurer la reproduction des rapports sociaux"<sup>5</sup>. Quant à Gramsci, il dépasserait la conceptualisation en termes de reproduction mécanique des rapports de production par l'Etat, car l'hégémonie dépasse la dichotomie base/superstructure (où la seconde reproduirait la première) en ce qu'elle peut naître dans le champ de la production (comme il le montre dans ses analyses sur l'américanisme), et est ouverte à la lutte des classes et à l'intervention des groupes intellectuels et politiques.

Pour mieux comprendre la stratégie politique qu'elle tirera de cette interprétation de Gramsci, penchons-nous tout d'abord sur l'œuvre de Poulantzas, dont elle fut la collaboratrice dans la seconde moitié des années 1970.

## 1.2. *Poulantzas et Gramsci*

L'ouvrage majeur de la dernière période de Poulantzas est *l'Etat, le pouvoir et le socialisme* (1978), où il développe sa stratégie de transition démocratique au socialisme, fondée sur une conception de l'Etat en termes relationnels et stratégiques. L'Etat "ne

---

<sup>5</sup> Ch. Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'Etat*, Paris, Fayard, 1975, p. 84.

doit pas être considéré comme une entité intrinsèque mais [...] *comme un rapport, plus exactement comme la condensation matérielle d'un rapport de forces entre classes et fractions de classe, tel qu'il s'exprime, de façon spécifique toujours, au sein de l'Etat*"<sup>6</sup>. Les rapports de forces entre les classes, ainsi que leurs stratégies propres, s'inscrivent donc dans la matérialité institutionnelle propre de l'Etat. Il est traversé par les contradictions sociales et par la lutte des classes : l'Etat n'est pas un bloc monolithique, mais un champ stratégique. L'Etat n'est donc ni une Chose à la disposition de la classe dominante comme dans le modèle instrumentaliste, ni un Sujet qui agirait de manière purement autonome. Il est un " rapport " : la politique qu'il mène doit être considérée comme la résultante des contradictions de classe inscrites dans sa structure même. Et ceux qui le conçoivent comme une Chose-instrument ou comme un Sujet tombent dans la même erreur : ils supposent une extériorité radicale entre les classes et l'Etat. Poulantzas refuse une telle extériorité, mais n'abandonne pas l'idée selon laquelle l'Etat est un Etat de classe, puisqu'il y a bien une classe dominante, dont l'Etat sert les intérêts. Mais il ne sert pas ces intérêts de manière parfaitement cohérente, et sans qu'il y ait d'interventions ni de résistances de la part des autres classes en lutte, *au sein même de l'Etat*. Les libertés " formelles " et la démocratie représentative, par exemple, ne sont pas de purs instruments que la bourgeoisie utiliserait afin de tromper le prolétariat en lui donnant l'illusion d'être libre et souverain : elles sont des conquêtes de la lutte des classes, des inscriptions de cette lutte dans la matérialité étatique.

Cette conception s'accompagne de l'idée d'une multiplication des champs d'action et d'intervention de l'Etat, qui ne s'arrête pas à la frontière de l'économie : l'ensemble de l'action de l'Etat,

qu'il s'agisse de la violence répressive, de l'inculcation idéologique, de la normalisation disciplinaire, de l'organisation de l'espace et du temps ou de la création du consentement, est en relation avec ces fonctions économiques<sup>7</sup>.

Il critique Althusser pour avoir eu une conception trop restrictive de l'Etat, et n'avoir pas su la rendre adéquate à l'" élargissement réel " et historique de l'Etat moderne<sup>8</sup>. Car la dichotomie entre appareils répressif d'Etat (ARE) et AIE est schématique et insuffisante. Non seulement elle laisse de côté le rôle économique de l'Etat (la présence de l'Etat dans les rapports de production eux-mêmes, qu'il ne se contente pas de reproduire de manière extérieure), mais elle oublie que l'action de l'Etat ne se limite pas à la répression et à l'inculcation idéologique, mais " agit aussi de façon positive, *crée, transforme, fait du réel*"<sup>9</sup>. L'Etat ne se contente pas de réprimer et de

<sup>6</sup> N. Poulantzas, *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, " Préface " de R. Keucheyan, " Postface " de B. Jessop, Paris, Les Prairies ordinaires, 2013, p. 191.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 235.

<sup>8</sup> " [...] la formulation de l'espace étatique en termes d'appareils répressifs et d'appareils idéologiques [...] a le mérite d'élargir la sphère étatique en y incluant une série d'appareils, souvent 'privés', d'hégémonie et d'insister sur l'action idéologique de l'Etat, mais n'implique pas moins une conception de l'Etat et de son action qui reste encore restrictive " (*ibid.*, p. 71).

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 67.

tromper :

le rapport des masses au pouvoir et à l'Etat dans ce qu'on désigne notamment comme consensus, possède toujours un substrat matériel. Entre autres parce que l'Etat travaillant à l'hégémonie de classe, agit dans le champ d'un équilibre instable de compromis entre les classes dominantes et les classes dominées<sup>10</sup>.

Ce passage clé de la critique que Poulantzas fait d'Althusser est très proche d'un texte de Gramsci<sup>11</sup>, mais la référence à ce dernier est absente, et c'est au contraire la conception d'Althusser qui est censée être " fondée sur les analyses de Gramsci " <sup>12</sup>. On peut supposer que cette absence, qui se confirme d'ailleurs dans le reste de l'ouvrage, vient du fait que Poulantzas, tout en se réappropriant un grand nombre de ses réflexions, cherche à se distancer de Gramsci, trop lié aux débats autour de l'eurocommunisme.

Mais cette prise de distance a peut-être une autre raison : la critique que fait Poulantzas de la stratégie gramscienne de la transition. En effet, Poulantzas ne se confronte véritablement à Gramsci que dans la conclusion de l'ouvrage, où il tire les conséquences stratégiques de sa conception de l'Etat. Il y défend l'idée d'une voie démocratique au socialisme, contre la conception léniniste du " double pouvoir ". Pour cette dernière, la stratégie révolutionnaire consisterait à construire un nouveau pouvoir autonome (les soviets dans le cas de la révolution d'Octobre), hors de l'ancien Etat, puis à s'emparer du pouvoir d'Etat mais simplement pour " briser " l'appareil d'Etat bourgeois et le remplacer par le nouvel appareil. Poulantzas considère qu'une telle stratégie se fonde sur une conception de l'Etat comme " bloc monolithique ", entièrement aux mains de la bourgeoisie. Or, comme nous l'avons vu, l'Etat est certes un Etat de classe, mais toujours traversé par les contradictions et la lutte de classes. Et réciproquement, les classes ne sont pas dans une extériorité pure par rapport à l'Etat : pas même le prolétariat. Par conséquent, le schéma de l'attaque frontale, de la prise d'assaut de palais d'Hiver, est illusoire et dangereux. Il faut au contraire tâcher de changer le rapport de force intérieur à l'Etat, en faisant jouer les contradictions qui le traversent : la révolution portugaise de 1974, par exemple, n'a pas été directement provoquée par l'intervention ou la mobilisation des masses, mais par le retournement contre le pouvoir d'éléments de l'appareil d'Etat, et même de l'ARE lui-même (les officiers du MFA), même si la contradiction fondamentale du capitalisme déterminait en dernière instance les contradictions internes à l'Etat.

La notion gramscienne de " guerre de position " relèverait du schéma léniniste du double pouvoir : malgré tout ce qu'y ajoute Gramsci en termes de lutte idéologique, de patience politique et de complexité organisationnelle, il s'agirait toujours de prendre

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> " La vie de l'Etat se trouve conçue comme une formation continuelle et un dépassement continu d'équilibres instables (dans le cadre de la loi) entre les intérêts du groupe fondamental et ceux des groupes subordonnés, équilibrés dans lesquels les intérêts du groupe dominant prévalent, mais jusqu'à un certain point, c'est-à-dire sans aller jusqu'à l'intérêt étroitement économique-corporatif " (Cahier 13, § 17, in *Cahiers de prison*, cit., t. III, pp. 381-382).

<sup>12</sup> N. Poulantzas, *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, cit., p. 66.

d'assaut l'Etat de l'extérieur<sup>13</sup>. Gramsci serait donc conduit à ignorer la nécessité du pluralisme, puisque son analyse se fonde toujours sur l'idée d'un Parti-Prince organisant cette guerre de position, afin de remplacer l'Etat par un nouvel Etat, et prenant donc la forme d'un anti-Etat. De même, il ne verrait pas l'importance de la démocratie représentative qui n'est pas qu'un élément du pouvoir bourgeois à " briser ", mais au contraire une conquête des luttes populaires. La " voie démocratique au socialisme " de Poulantzas s'oppose donc à la " guerre de position " en tant qu'elle cherche à articuler l'action à l'intérieur de l'Etat (accession au pouvoir par des voies légales) et action hors de l'Etat, dans et avec les masses (autogestion, mouvements sociaux etc.)<sup>14</sup>. Ce n'est que par une telle articulation qu'on peut espérer réaliser la transition : sans l'action dans l'Etat, elle se condamnerait à l'échec et à l'impuissance, mais sans l'ancrage dans les luttes populaires " de base " elle n'aboutirait qu'à une nouvelle forme de social-démocratie, intégrée dans l'Etat et l'ordre dominant. Le moment décisif de cette transition ne sera donc plus la prise du palais d'Hiver, l'invasion de l'Etat afin de le briser, mais le basculement de son rapport de force interne en faveur des classes dominées.

Revenons maintenant à Buci-Glucksmann, qui défend une stratégie similaire à celle de Poulantzas, mais à partir de Gramsci.

### 1.3. Gramsci stratégie de l'eurocommunisme de gauche

Buci-Glucksmann élabore ses conceptions stratégiques dans de nombreux articles des années 1976-1978<sup>15</sup>.

Elle considère que " l'élargissement " de l'Etat, son extension à toutes les sphères de la vie sociale et économique (Etat-providence, interventionniste-keynésien, fordiste etc.) participe d'une réorganisation de la bourgeoisie, qui s'efforce de dépasser les contradictions du capitalisme et la résistance du mouvement ouvrier. En cela, cet

---

<sup>13</sup> " Ce processus long de prise du pouvoir dans une voie démocratique au socialisme consiste, pour l'essentiel, à déployer, renforcer, coordonner et diriger les centres de résistance diffus dont les masses disposent toujours au sein des réseaux étatiques, en créant et en développant de nouveaux, de telle sorte que ces centres deviennent, sur le terrain stratégique qu'est l'Etat, les centres effectifs du pouvoir réel. Il ne s'agit donc pas d'une simple alternative entre guerre frontale de mouvement et guerre de positions car cette dernière, au sens de Gramsci consiste toujours en un encerclement de l'Etat-château fort " (*ibid.*, pp. 356-357).

<sup>14</sup> L'objectif de Poulantzas est donc de parvenir à une " transformation radicale de l'Etat en articulant l'élargissement et l'approfondissement des institutions de la démocratie représentative et des libertés (qui furent aussi une conquête des masses populaires) avec le déploiement des formes de démocratie directe à la base et l'essaimage des foyers autogestionnaires, là est le problème essentiel d'une voie démocratique au socialisme et d'un socialisme démocratique " (*ibid.*, pp. 353-354). La notion de dictature du prolétariat empêcherait de poser cette tâche d'articulation.

<sup>15</sup> En particulier dans la revue " Dialectiques ". Cette revue trimestrielle qui a pu tirer jusqu'à 10.000 exemplaires, ouvre ses pages à l'althussérisme ainsi qu'aux études sur Gramsci. Elle devient ainsi un important lieu de débat autour des questions stratégiques posées par le tournant eurocommuniste. Le n. 17 de Janvier 1977 comprend ainsi une table ronde sur la dictature du prolétariat. Balibar, qui vient de publier *Sur la dictature du prolétariat* y affronte Buci-Glucksmann.



élargissement de l'Etat est une " guerre de position " menée par les classes dominantes. Si hégémonie il y a, elle est relativement faible, et est en crise, car elle ne vient pas d'une nature réellement " expansive " de la classe bourgeoise, mais doit passer par l'appareil d'Etat.

A cette hégémonie et à cette guerre de position bourgeoise, doit s'opposer la guerre de position et l'hégémonie propre des classes populaires<sup>16</sup>. Parce que leurs adversaires mènent une " guerre de position ", les classes dominées doivent abandonner le modèle frontal et substitutif (substitution de l'Etat des soviets à l'Etat bourgeois) de Lénine. Elles doivent elles aussi mener une " guerre de position ", et la transition ne peut se faire que par un « double pouvoir de longue durée ». Pour autant, elles ne mènent pas une stratégie symétrique à la stratégie bourgeoise, et n'entretiennent pas le même rapport à l'Etat. En effet, si la transition au socialisme doit bien prendre la forme d'un " élargissement de l'Etat ", ce n'est pas dans le même sens que l'élargissement de l'Etat capitaliste qui ne cherche qu'à stabiliser la domination en contrôlant la société " d'en haut ». Le but des classes dominées doit à l'inverse être d'élargir l'Etat en le rendant plus démocratique, plus ouvert aux interventions et aux aspirations de la base<sup>17</sup>. Il s'agit de changer l'appareil d'Etat, de modifier ses formes et ses structures hiérarchiques.

Buci-Glucksmann, contrairement à Poulantzas, garde donc le terme gramscien de " guerre de position ", mais celui-ci renvoie en réalité à la même tâche politique que celle énoncée par Poulantzas : parvenir à articuler action dans l'Etat et action hors de l'Etat. Pour penser cette articulation, elle mobilise<sup>18</sup> un autre concept gramscien : celui de révolution active, ou anti-passive<sup>19</sup>. L'erreur est de considérer l'Etat comme une chose : comme une chose à raser parce qu'elle est aux mains de la classe adverse (léninisme), ou comme une chose neutre à occuper et à utiliser dans ses propres intérêts (social-démocratie). Dans les deux cas, on conçoit le passage au socialisme comme transition " par en haut ", comme " révolution passive " menée par l'Etat (par le nouvel Etat prolétarien des bolchéviks ou par l'ancien Etat utilisé par la social-démocratie). Mais ces deux perspectives laissent de côté la révolution " par en bas ", le rôle des masses : elles ne conçoivent pas la transition comme une " révolution démocratique de masse ", comme une " révolution active ", ou encore comme une " révolution anti-passive " anti-étatiste. Elles présupposent toutes deux que l'étatique est le tout de la politique. Or, du fait même du processus d'élargissement de l'Etat, on assiste à une " socialisation de la politique " : toutes les sphères sociales ont un enjeu politique et peuvent être un terrain de lutte. Il ne s'agit donc pas de prendre d'assaut la citadelle étatique, mais d'intervenir de manière *pluraliste* dans tous les domaines sociaux. Pour mener une telle " révolution

<sup>16</sup> Pour Buci-Glucksmann cette " double " guerre de position est déjà thématifiée par Gramsci. Cf. Ead., " State, transition and passive revolution " (1977) in Ch. Mouffe (dir.), *Gramsci and Marxist Theory*, London, Routledge and Kegan Paul, 1979, pp. 207-236.

<sup>17</sup> *Ibid.*, pp. 232-233.

<sup>18</sup> Comme Poulantzas : cf. *L'Etat, le pouvoir, le socialisme*, cit., p. 364.

<sup>19</sup> Cf. Ch. Buci-Glucksmann, " State, transition and passive revolution ", cit. et Ead., " Eurocommunisme, transition et pratiques politiques ", in P. Birnbaum, J.-M. Vincent (dir.), *Critique des pratiques de la politique*, Paris, Galilée, 1978, pp. 103-120.

active”, il faut élaborer de “ nouvelles pratiques de la politique ”, qui permettent l’expression et l’intervention d’acteurs sociaux issus de la base : le prolétariat lui-même (avec notamment l’autogestion), mais aussi les “ nouveaux mouvements sociaux ” (mouvements féministe, écologiste, étudiant, l’auto-organisation des quartiers etc.) qui sont dorénavant directement confrontés à l’action de l’Etat élargi (puisqu’il intervient dans la politique familiale, l’éducation, l’urbanisme, les transports, la santé, l’environnement, l’équipement collectif etc.). Mais ces nouvelles pratiques de la politique n’impliquent pas, bien au contraire, de se désengager du terrain étatique proprement dit : la politique déborde certes l’Etat, mais elle doit s’efforcer d’y intervenir, de faire jouer ses contradictions internes, et donc donner une place à la démocratie représentative. Tout comme Gramsci avait pu défendre l’idée d’une “ Constituante ” dans le cadre de la guerre de position contre le fascisme, Buci-Glucksmann affirme qu’il faut investir les cadres de la démocratie représentative afin de la démocratiser, dans le cadre de la guerre de position contre “ l’étatisme autoritaire ”<sup>20</sup> qui apparaît dans les années 1970.

La mobilisation conjointe des deux concepts gramsciens de “ révolution passive ” et de “ guerre de position ” trace donc une ligne politique qui échappe aux pièges des deux types de révolutions passives “ étatistes ” du XXe siècle (le stalinisme, qui fait fond sur la stratégie léniniste de la transition, et la social-démocratie), sans pour autant retomber dans un spontanéisme qui ignorerait l’importance de l’Etat comme lieu et enjeu de la lutte des classes (oubli de la “ guerre de position ”).

Un autre concept gramscien est utilisé par Buci-Glucksmann, et lui permet de se démarquer plus clairement des “ eurocommunistes de droite ” et de leur conception linéaire de la transition (qui découle de leur minimisation de l’initiative populaire) : celui de “ guerre de mouvement ”. La stratégie générale doit certes être celle de la guerre de position, mais cela n’empêche pas qu’à un niveau tactique, la “ guerre de mouvement ” puisse être utilisée : il y aura des moments d’accélération, de rupture, de basculement des rapports de force (en particulier à l’intérieur de l’Etat). Parce que la voie démocratique au socialisme ne peut pas être linéaire, il faut penser l’articulation entre ces deux types de lutte. Mais sans oublier le primat de la guerre de position: car, même s’il y a une “ crise de l’Etat ” dans les années 1970, c’est une crise d’hégémonie<sup>21</sup>, et non une crise directement révolutionnaire qui ouvrirait la voie à une attaque frontale ou à une “ guerre de mouvement ” (comme dans la Russie de 1917).

Poulantzas et Buci-Glucksmann donnent donc une lecture de Gramsci surdéterminée par leurs lignes politiques. C’est également le cas d’Anderson et d’Althusser, mais à partir d’options stratégiques radicalement différentes : les critiques sévères qu’ils font de Gramsci sont directement liées à leur opposition à l’eurocommunisme, quand bien même serait-il “ de gauche ”.

<sup>20</sup> Cf. N. Poulantzas, *L’État, le pouvoir, le socialisme*, cit., pp. 287-345.

<sup>21</sup> “ Aujourd’hui, la crise des dictatures (Portugal, Grèce, Espagne), comme la crise de l’État en France et en Italie, tendent à montrer que crise révolutionnaire et crise de l’État ne coïncident plus, du moins au départ, selon un modèle d’attaque frontale ” (“ Sur le concept de crise de l’État et son histoire ” in N. Poulantzas (dir.), *La crise de l’Etat*, Paris, PUF, 1976, p. 64).

## 2. *Les insuffisances de Gramsci?*

### 2.1. *Anderson et les "antinomies de Gramsci"*

Rédacteur en chef de la "New Left Review" depuis 1964, Perry Anderson a contribué à ouvrir les pages de la revue à Althusser et aux althussériens. En 1976, il publie *The Antinomies of Antonio Gramsci*<sup>22</sup>. Il est à l'époque proche du trotskysme<sup>23</sup>, et est partisan d'une stratégie de "double pouvoir" : il est donc très clairement opposé à l'eurocommunisme sous toutes ses formes. Voyons quels liens cette position politique entretient avec sa lecture de Gramsci.

Pour lui, le contenu des *Cahiers de prison* ne serait pas univoque : on y trouverait trois manières différentes de comprendre l'agencement entre la société politique (Etat au sens strict), la société civile, la coercition et le consentement. On aurait donc trois figures alternatives :

- la figure 1 insiste sur la distinction Etat/société civile, où l'Etat représenterait la coercition, et la société civile le consentement. En Occident (contrairement à l'Orient, à la Russie de 1917 par exemple), la société civile aurait la prépondérance.

- dans la figure 2, les fonctions de consensus et de coercition sont distribuées à la fois dans l'Etat et dans la société civile. L'hégémonie est alors une combinaison de coercition et de consensus, et n'est plus confondue avec le consensus comme dans la figure 1.

- la figure 3 est celle de "l'Etat intégral", où l'Etat est conçu comme comprenant à la fois l'appareil gouvernemental et l'appareil "privé" de l'hégémonie.

Certains arguments émis par Anderson pour montrer l'inconsistance de ces figures touchent directement notre problème :

- contre la figure 1, Anderson considère qu'elle renvoie à une surévaluation de la société civile, et donc au lieu commun bourgeois selon lequel l'Etat en Occident, subordonné à la société civile, est ouvert à la participation populaire, contrairement à l'Etat en Orient. Mais surtout, cette conception ignore une donnée fondamentale : le consensus n'est pas obtenu uniquement par les appareils de la société civile ("radio, télévision, cinéma, églises, journaux, partis politiques"<sup>24</sup> etc.), mais surtout par la forme de l'Etat parlementaire lui-même (la croyance en la souveraineté du peuple par l'intermédiaire des élections). En critiquant Gramsci il critique donc "les illusions de la social-démocratie de gauche"<sup>25</sup>, et donc celles de "l'eurocommunisme" pour qui la démocratie représentative, conquête des luttes de classes, peut être un point d'appui pour la transition au socialisme. Pour Anderson, conquête populaire ou non, la démocratie représentative est un élément crucial du dispositif idéologique bourgeois, l'instrument

<sup>22</sup> Publié en français sous le titre *Sur Gramsci*, Paris, Maspero, 1978.

<sup>23</sup> En particulier de l'International Marxist Group (IMG).

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 44.

central du consensus : les tâches révolutionnaires ne peuvent donc se résumer à une “ conquête d’hégémonie ” dans la seule société civile par le biais d’une simple campagne de démystification.

- la figure 2 ignorerait l’asymétrie entre coercition et consensus : la première est “ déterminante ”, même si la seconde est souvent “ dominante ”. En reprenant cette distinction althussérienne, il veut montrer que la répression, le “ monopole de la violence légitime ”, est l’arrière-plan constant et nécessaire du maintien des rapports de production capitalistes, même si elle n’agit pas toujours directement. En temps normal, ce qui assure ce maintien est certes le consentement des classes dominées (qui est donc souvent “ dominant ”), mais ce consentement (obtenu comme on l’a vu par les dispositifs de la démocratie représentatives, et par tous les appareils d’hégémonie) a lui-même pour condition de possibilité la garantie donnée par la force répressive de l’Etat (qui reste “ déterminante ”). La prise en compte d’une telle asymétrie entre Etat et société civile, est fondamentale pour comprendre la nature de l’Etat bourgeois, centre de la coercition.

- la figure 3 tendrait à confondre l’Etat et la société civile, à masquer “ les frontières ” de l’Etat qui, bien que difficiles à déterminer, doivent être prises en compte. Pour Anderson, Althusser a repris cette figure, et en considérant que la distinction entre appareils public et privés n’est pas pertinente, en rejetant la notion de société civile pour l’intégrer dans l’Etat par le biais du concept d’AIE, il tombe dans les mêmes impasses que Gramsci. Cette perspective ouvre la voie à deux erreurs stratégiques symétriques : une erreur “ gauchiste ” qui voit l’Etat partout et l’attaque indifféremment sur tous les fronts (la famille étant par exemple mise sur le plan que la police, la culture que l’armée etc.); et une erreur “ réformiste ”, que l’on pourrait également déduire logiquement de l’idée selon laquelle les locaux des syndicats ou les studios de cinéma feraient partie de l’appareil d’Etat en Occident (auquel cas la victoire d’une liste syndicale communiste ou le tournage d’un film militant seraient censés compter comme des conquêtes progressives de “ parties ” d’un appareil d’Etat divisible – au mépris de l’axiome marxiste fondamental qui affirme l’unité politique de l’Etat bourgeois, ce qui rend précisément nécessaire une révolution pour y mettre fin)<sup>26</sup>.

Cette dernière critique peut bien sûr porter sur les “ eurocommunistes ” qui, dans la perspective d’Anderson, risquent d’enfreindre l’axiome de l’unité de l’Etat bourgeois, lorsqu’ils insistent sur ses contradictions, ses incohérences, et sa perméabilité aux luttes de classes.

Pour Anderson, la transition au socialisme ne peut que passer par un moment de “ coercition ”, du fait de la nature répressive de l’Etat capitaliste (cf. critique de la figure 2). De même, si l’unification du prolétariat et la conquête des classes alliées (dans le cadre du front unique) est nécessaire, elle ne peut se faire qu’en démontrant que la démocratie prolétarienne est plus expansive, promet plus de libertés, que la démocratie représentative bourgeoise (cf. critique de la figure 1) : et cette démonstration ne peut être faite qu’en établissant un “ double pouvoir ”, en se situant contre et hors du pouvoir

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 65.

bourgeois, ce qui est permis par l'existence d'un "dehors" de l'Etat, d'une société civile (cf. critique de la figure 3). Anderson défend donc, par le biais de sa lecture de Gramsci, une ligne politique directement opposée aux conceptions eurocommunistes.

Althusser est fortement influencé, sinon par les perspectives stratégiques d'Anderson, du moins par son interprétation de Gramsci.

## 2.2. *Le rapport ambigu d'Althusser à Gramsci*

L'abandon de la dictature du prolétariat par le PCF en Janvier 1976 semble avoir donné l'impulsion aux nouvelles élaborations d'Althusser sur l'Etat et les stratégies de transition. Il y réagit dès 1976 avec une conférence le 6 juillet à Barcelone<sup>27</sup>, puis avec un court texte sur le 22<sup>ème</sup> congrès<sup>28</sup>. Etienne Balibar, proche collaborateur, publie en dès 1976 *Sur la dictature du prolétariat*<sup>29</sup>.

Althusser voit de tels textes comme des interventions dans la conjoncture théorico-politique : conscient que sa propre parole a une certaine autorité, il veut en contrôler les effets et fait donc usage de prudence rhétorique. Dans la conférence de Barcelone, plutôt que de critiquer Gramsci directement, il affirme que celui-ci aurait probablement parlé de "dictature du prolétariat" plutôt que d'hégémonie s'il n'avait pas été soumis à la censure fasciste. Et, lorsqu'il affronte les eurocommunistes, Althusser ne le fait pas de manière frontale en rejetant l'idée de transition démocratique au nom de la dictature du prolétariat, comme si c'étaient deux options exclusives. Il affirme plutôt que la dictature du prolétariat est un élément "théorique" nécessaire du marxisme, que l'on ne peut donc pas abandonner, mais qui laisse ouverte différentes possibilités "stratégiques" selon la singularité des conjonctures<sup>30</sup> : révolution violente, transition démocratique etc.

L'attachement au concept de dictature du prolétariat est lié à trois thèses, résumées par Balibar dans *Sur la dictature du prolétariat* :

- Thèse 1 : Le pouvoir bourgeois est une dictature, qui ne se restreint pas au politique mais s'exerce aussi aux niveaux idéologique et économique. Il n'est pas donc pas compréhensible en termes "juridiques" (souveraineté, Etat de droit etc.), et en cela peut être dit "absolu" (ce qui ne veut bien sûr pas dire "sans résistance"). "Dictature" ne signifie donc pas l'emploi de moyens sanglants, mais l'idée que le pouvoir de classe n'est limité par aucune norme, ni restreint à une instance particulière. En ce sens, le socialisme ne peut être que la dictature du prolétariat, l'accession du

<sup>27</sup> *Un texte inédit de Louis Althusser – conférence sur la dictature du prolétariat à Barcelone, "Période"*: <http://revueperiode.net/un-texte-inedit-de-louis-althusser-conference-sur-la-dictature-du-proletariat-a-barcelone/>.

<sup>28</sup> L. Althusser, *22ème congrès*, Paris, Maspero, 1977.

<sup>29</sup> E. Balibar, *Sur la dictature du prolétariat*, Paris, Maspero, 1976.

<sup>30</sup> C'est ce qu'affirme également Balibar au cours de la table ronde sur la dictature du prolétariat organisée par "Dialectiques" : Buci-Glucksmann lui répond qu'une théorie comme celle de la dictature du prolétariat implique inévitablement certaines options stratégiques.

prolétariat au statut de classe dominante : mais avec cette spécificité que le prolétariat n'est pas une classe exploiteuse, mais veut au contraire mettre fin à toute domination et exploitation, et donc à sa propre dictature et à son propre Etat.

- Thèse 2 : la prise du pouvoir d'Etat ne peut consister à remplacer la bourgeoisie à la tête de son propre appareil d'Etat. Celui-ci doit être "brisé" dans ses formes hiérarchiques de domination, pour laisser place au nouvel Etat prolétarien (celui des soviets dans la perspective léniniste), à un Etat plus démocratique, fondé sur la participation des masses et privilégiant la démocratie directe.

- Thèse 3 : la dictature du prolétariat se confond avec le socialisme, c'est-à-dire avec une phase historique transitoire et contradictoire, où coexistent capitalisme et communisme : elle doit être dépassée et l'Etat prolétarien, la dictature du prolétariat, doit donc avoir pour objectif de "dépérir".

Sur ces bases, Althusser, surtout dans *Marx dans ses limites*<sup>31</sup>, développe une théorie de l'Etat. L'Etat serait une "machine" ou un "appareil" spécial, séparé de la société du fait de sa structure propre. Il aurait pour fonction d'assurer la reproduction des rapports de production, et le ferait en transformant la force de la lutte des classes (et donc celle de la classe dominante) en pouvoir (légal). L'Etat comprend bien des AIE, mais les appareils répressifs sont, comme pour Anderson<sup>32</sup>, déterminants. Althusser reprend donc sa théorie de 1969, mais en insistant sur la fonction de reproduction de l'Etat, ainsi que sur son *unité* : on peut penser que les critiques d'Anderson n'ont pas été sans effet, mais ce sont probablement les théories de Poulantzas et de Buci-Glucksmann qui l'ont poussé à insister sur l'idée que l'Etat est unifié, et que les contradictions qui le traversent ne sont que secondaires<sup>33</sup>, et ne peuvent éclater que dans des conditions exceptionnelles, et le plus souvent sous l'effet de la lutte des masses, comme dans la Russie de 1917.

Ainsi, les concessions bourgeoises doivent moins être conçues comme des conquêtes du prolétariat (cf. Poulantzas et Buci-Glucksmann), qu'à partir de leur fonction de division de ce dernier (avec la démocratie représentative et l'illusion de la souveraineté populaire), ou dans la fonction de reproduction du capital lui-même (avec les "services publics"). Pour Althusser, l'Etat est donc bien un "instrument" de la bourgeoisie : mais non pas un instrument qui serait immédiatement aux mains d'un sujet que serait la classe bourgeoise, mais un instrument séparé, fonctionnant selon sa logique propre, une machine donc, qui par son fonctionnement assure la reproduction du système capitaliste et donc la domination de la classe bourgeoise. L'Etat-machine d'Althusser combine donc *instrumentalisme* et *fonctionnalisme*, les deux cibles des critiques

---

<sup>31</sup> Publié de manière posthume in L. Althusser, *Ecrits philosophiques et politiques*, t. I, Paris, Stock/Imec, 1994, pp. 367-537.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 474.

<sup>33</sup> " Il faut des circonstances exceptionnelles [...] pour voir le corps de la force publique armée rompre avec la 'séparation' que l'Etat lui impose. Cette vérité permet de juger à son prix, qui est très aléatoire toute une série de spéculations contemporaines, qui expriment plus un vœu subjectif que la réalité et qui portent sur une prétendue 'crise de l'Etat', dans la mesure où elle serait attendue de mouvements qui toucheraient certains des personnels de l'Etat, lequel serait ainsi 'traversé' par la lutte des classes " (*ibid.*, p. 484).

de Poulantzas et de Buci-Glucksmann.

Quelle stratégie élaborer sur ces bases, et quel rapport à l'œuvre de Gramsci tout cela implique-t-il ? Dans "Le marxisme comme théorie finie" (1978)<sup>34</sup>, Althusser commence par refuser l'usage gramscien de la catégorie de "société civile" opposée à la "société politique" : cette distinction se fonderait sur la distinction juridique bourgeoise entre privé et public, et ne serait donc valable qu'aux yeux de la bourgeoisie. On le comprend mieux si l'on se rappelle que la "dictature" de la bourgeoisie est absolue, c'est-à-dire ne s'arrête pas à des normes juridiques comme celles du public et du privé. Althusser réaffirme donc le bien fondé de sa conception des AIE, contre la trop imprécise notion gramscienne d'appareils hégémoniques, qui ne seraient définis que par leur effet (l'hégémonie) et non par leur mode de fonctionnement (l'idéologie). La perspective d'Althusser permettrait en outre de mieux penser *l'unité* de l'hégémonie : "l'hégémonie s'exerce sous des formes qui, même si leur 'origine' est spontanée et 'privée', sont intégrées et transformées dans des formes idéologiques qui ont un rapport organique avec l'Etat"<sup>35</sup>.

Althusser retrouve d'une certaine manière l'idée d'Etat intégral, et même "élargi" :

En ce qui concerne l'Etat, il s'agit avant tout de ne pas réduire sa réalité à la sphère visible de ses seuls appareils, même dissimulés derrière le théâtre idéologique de la politique d'Etat (le "système" politique). L'Etat a toujours été "élargi", et il faut bien s'entendre sur ce point, contre l'équivoque de ceux qui font de cet "élargissement" un événement récent, et qui changerait toutes les données du problème. Ce sont les formes de cet élargissement qui ont changé [...], mais pas le principe de l'élargissement [...] qui est visible dans la monarchie absolue (pour ne pas remonter plus haut)<sup>36</sup>.

Althusser nie donc qu'un "élargissement" récent de l'Etat change les données de problème, et implique un abandon de la dictature du prolétariat (comme le défend Buci-Glucksmann). L'Etat élargi ne se comprend au contraire que lié à la notion de dictature de classe, puisque c'est parce qu'une classe exerce son pouvoir de manière "absolue" que l'Etat peut être conçu comme "élargi" : la fonction de reproduction des rapports de production qu'il assure ne s'arrête pas aux frontières de l'Etat "visible", mais s'étend jusque dans "l'invisible" (les AIE).

A partir de là, Althusser relève l'insuffisance fondamentale de Gramsci, qui n'envisagerait "pas l'Etat sous le rapport de la reproduction des conditions sociales (et même matérielle) de la production, donc dans le rapport à la [...] 'reproduction' des rapports de production"<sup>37</sup>. De cet oubli de la reproduction et de l'infrastructure, découle une critique de la notion d'hégémonie. Du fait même de l'équivocité de ce terme<sup>38</sup>, tout se jouerait chez Gramsci au niveau de l'hégémonie. Et, puisque l'hégémonie de l'Etat bourgeois et de la classe prolétarienne sont deux espèces du même genre, toutes les

<sup>34</sup> In L. Althusser, *Solitude de Machiavel*, Paris, PUF, 1998, pp. 285-294.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 288.

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> L. Althusser, *Ecrits philosophiques et politiques*, t. I, cit., p. 469.

<sup>38</sup> Cf. Anderson, qu'Althusser reprend sur ce point.

questions politiques se posent non seulement en termes de lutte entre deux hégémonies alternatives, mais même de “ crise d’hégémonie ”, de “ contradiction interne à l’Hégémonie ”<sup>39</sup>. En définitive, la pensée de Gramsci renvoie à “ l’idéalisme absolu d’une Hégémonie sans base matérielle ”<sup>40</sup>, à un problème d’unité culturelle de la société (où l’idéologie est réduite à la culture). Et cette impasse vient précisément de l’oblitération des rapports de production, et de leur reproduction, dont découle un oubli de la Force (celle de la lutte des classes, puis celle transformée par la “ machine ” de l’Etat). Par conséquent, la “ neutralisation ” de l’infrastructure par Gramsci implique celle de l’Etat lui-même, dans sa nature de “ machine ” spéciale et séparée : “ à parler de ‘ crise d’Hégémonie ’, et donc de l’Hégémonie comme le dernier mot sur l’Etat, les petites formules de Gramsci avaient pour effet de dissimuler la question de la nature matérielle de la machine d’Etat ”, ce qui “ peut nourrir toutes les élucubrations réformistes imaginables sur la nature de l’Etat, et le ‘ devenir Etat ’ du parti ”<sup>41</sup>.

La neutralisation gramscienne de l’infrastructure, de la reproduction, de la nature spéciale et séparée de la machine Etat conduisent donc à concevoir la transition comme “ devenir Etat ” du Parti<sup>42</sup> : que ce soit sur le mode social-démocrate (le parti s’intégrant dans l’Etat) ou sur le mode stalinien (le parti se confondant avec les fonctions dirigeante de l’Etat). Pour Althusser le parti doit être hors Etat, non seulement sous l’Etat bourgeois, mais même sous l’Etat prolétarien : car ce dernier doit être organisé de telle sorte à “ dépérir ”, et l’action critique du parti doit le pousser à le faire de l’extérieur.

C’est cette autonomie du parti par rapport à l’Etat qui permet de penser la possibilité (voire la nécessité) de ce qu’on appelle formellement le “ pluralisme ”. Il y a tout avantage à ce qu’existent *des* partis sous la transition [...] mais à une condition, c’est que le parti ouvrier ne soit pas comme les autres, c’est-à-dire seulement une pièce de l’appareil idéologique d’Etat politique (le régime parlementaire), mais fondamentalement *hors Etat* par son activité dans les masses, impulsant dans les masses l’action propre à la destruction-transformation des appareils d’Etat bourgeois, et le dépérissement du nouvel Etat révolutionnaire. Le piège numéro un, c’est l’Etat<sup>43</sup>.

Althusser prend donc en compte les exigences eurocommunistes (pluralisme, séparation du parti et de l’Etat, critique de l’URSS etc.), mais dénonce les dangers de l’action interne à l’Etat.

La politique doit donc se faire hors de l’Etat. Mais, puisque l’Etat althussérien est à la fois très “ élargi ” (avec les AIE) et très unifié (par sa nature de machine et sa fonction de reproduction), l’extérieur radical à partir duquel la politique communiste doit être menée est difficile à caractériser. Pour Althusser, il réside à la fois dans l’autonomie du parti et dans l’action des “ masses ”. On peut dire avec Giuseppe Vacca que cette

exigence d’un parti en dehors de la sphère de l’Etat est prise dans une oscillation entre néo-

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 518.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 519.

<sup>42</sup> L. Althusser, *Solitude de Machiavel*, cit., p. 290.

<sup>43</sup> *Ibid.*



léninisme et basisme : reprise de la conception léniniste du parti anti-Etat comme agent de la révolution (dictature du prolétariat + dépérissement), et tendance à dissoudre le parti dans le mouvement de la base<sup>44</sup>.

La conception althusserienne qui critique l'eurocommunisme tout en acceptant certaines de ses exigences, et critique Gramsci tout en intégrant certains de ses éléments théoriques, débouche donc sur une stratégie difficile à pratiquer.

### 3. Conclusion

L'héritage gramscien a donc été assumé de manières opposées par les althusseriens dans la conjoncture de l'eurocommunisme. Le concept d'Etat intégrala été particulièrement important, pour déterminer si une action intérieure à l'Etat est possible. Les deux stratégies proposées, celle d'une articulation de l'action dans l'Etat et hors de l'Etat, et celle d'une autonomie radicale du parti et de son ancrage dans les masses sont deux lignes de crêtes, difficiles à suivre. Mais si tel est le cas c'est parce qu'elles se refusent à admettre une solution qui n'en est pas une : mener la transition " par en haut ". En effet, la politique ne peut laisser de côté " les masses ", et se restreindre au domaine de l'Etat, à la sphère institutionnelle. La transition ne peut qu'être une " révolution active ", avoir pour sujet les classes populaires : telle est peut-être la seule thèse des *Cahiers de prison* partagée par tous les participants au débat.

---

<sup>44</sup> Résumé de la réponse de Giuseppe Vacca à l'article d'Althusser, *Le marxisme comme théorie finie*, " Dialectiques ", 1978, n. 24-25, p. 76.